

LA RAPPORTEUSE DE L'ONU SUR LES VIOLENCES A L'EGARD DES FEMMES RENCONTRE LES ASSOCIATIONS

Les femmes violées marginalisées et leurs enfants non scolarisés

Violence à l'égard des femmes : il s'agit là d'un épineux dossier que les autorités de notre pays ont bien voulu traiter dans tous ses aspects.

Alors que les rencontres sur le sujet se multiplient favorisant les débats entre le mouvement associatif et les pouvoirs publics pour lever le voile sur ce phénomène, les instances internationales de défense des droits de l'homme semblent se mettre également de la partie.

Arrivée en Algérie le 21 janvier dernier, la rapporteuse spéciale du Conseil des droits de l'homme sur la question de la violence à l'égard des femmes, Mme Yakin Ertürk est en quête de toutes les informations lui permettant de rassembler un maximum d'informations sur la situation des droits des femmes en Algérie. Lors de sa rencontre à la fin de la semaine dernière avec les défenseurs des droits humains de l'association Bnet Fathma n'Soumeur, la rapporteuse s'est réunie avec une vingtaine de femmes victimes de terrorisme.

Des femmes que le destin a poussées de force entre les mains des terroristes barbares qui les ont violées, torturées et éventrées.

De retour au sein de la société, après plusieurs années dans le maquis, ces femmes ne retrouvent plus leurs repères. Traumatisées, marginalisées et livrées à elles-mêmes, en l'absence d'une politique de réinsertion et de leur prise en charge

psychologique et sociale, ces victimes se sont réfugiées dans un long mutisme, qui aujourd'hui n'est plus supportable.

Trouvant appui auprès des associations qui ont révélé une volonté de leur apporter une assistance sociale et juridique, les femmes violées par les terroristes ont décidé de briser le mur du silence. Surtout pour celles qui ne sont plus seules.

Car elles sont nombreuses à descendre du maquis avec des enfants en bas âge. Des enfants qui ont atteint aujourd'hui, voire même dépassé, l'âge de la scolarité.

C'est au siège de l'association Bnet Fathma n'Soumeur, que la rapporteuse des droits de l'homme a rencontré quelques-unes. Pour d'abord les écouter, évaluer leur situation et ensuite faire passer leurs doléances à un plus haut niveau de l'Etat algérien et aussi des instances internationales de défense des droits de l'homme. La rappor-

teuse spéciale de l'ONU s'est également renseignée sur le projet Yadala que l'association Bnet Fathma n'Soumeur a mis en place.

Ce projet consiste à assurer un accompagnement juridique et administratif des victimes directes ou indirectes du terrorisme dans huit localités de la Mitidja, à savoir Bougara, Bouinan, Chebli, Meftah, Ouled-Slama (en deux régions), Sidi-Hamed et Larbaâ. Considérant que le projet est en cours en début de chemin, il est toutefois parvenu à déposer 170 dossiers au niveau des différentes juridictions locales, pour la prise en charge des droits des victimes. 250 autres dossiers sont en instance. « Il est si difficile de réunir toutes les pièces nécessaires, quand il s'agit des femmes violées », nous a confié la présidente de l'association, Mme Dalila Zekal. En fait, beaucoup d'entre elles ont dû quitter leurs villages nataux pour se réfugier dans des villages voisins.

D'autres ont été chassées par les villageois, après l'assassinat de leurs époux et leurs biens ont été spoliés. Plus grave encore, l'association a enregistré plus de 30 enfants en âge d'être scolarisés, qui malheureusement sont privés de ce droit, pour la seule raison qu'ils ne disposent pas de livret de famille, ni d'extrait de naissance.

Une procédure est ainsi menée pour les rétablir dans leurs droits. « Nous travaillons avec des écoles qui nous ont fait part de cette difficulté. 30 demandes de scolarisation ont été rejetées dans deux écoles seulement, il reste encore six écoles dans la région qui connaissent la même problématique », a souligné Mme Zekal. En attendant une solution définitive, l'association a mis en place des classes d'initiation pour permettre à ces enfants de lire et écrire. Des guichets juridiques ont été par ailleurs ouverts dans les localités précitées afin de fournir aux victimes tous les renseignements nécessaires pour la mise en marche d'une procédure administrative ou juridique.

Ainsi, ce sont tous ces problèmes qui marqueront entre autres le contenu du rapport qui sera rédigé par la rapporteuse des droits de l'homme sur la violence à l'égard des femmes et qui sera transmis à l'ONU. Néanmoins, d'autres rencontres sont prévues à l'issue de cette visite, avec les membres du gouvernement. Mme Yakin Ertürk animera une conférence de presse mercredi prochain pour présenter ses observations préliminaires sur la situation de la violence à l'égard des femmes en Algérie.

Rosa Mansouri

FORUM D'"EL MOUDJAHID"

La grève des 8 jours en débat

La célébration du 50^e anniversaire du déclenchement de la grève des huit jours a été au centre des débats du forum du quotidien *El Moudjahid*. Mme Drif-Bitat est revenue sur les raisons qui ont conduit le FLN à décréter les huit jours de grèves.

L'oratrice a expliqué qu'à l'époque, les autorités françaises véhiculaient une propagande à l'international selon laquelle la lutte de libération nationale était une affaire propre à la France et que ce mouvement n'avait pas le soutien du peuple algérien. Il fallait donc au FLN de trouver une parade qui met à nu les allégations de la France coloniale et porter le cri de l'indépendance de l'Algérie parmi le concert des nations. A cette époque-là, il aurait été suicidaire de demander au peuple de sortir manifester dans les rues tant la présence militaire et policière était renforcée. C'est alors que la décision a été prise pour organiser une autre forme de protestation. Une protestation qui enjoint aux citoyens de rester cloîtrés chez eux. D'après Mme Zohra Drif la réaction de la France ne s'est pas fait attendre. Les commerces fermés ont été saccagés et les marchandises jetées à même le sol. Les commerçants étaient également acheminés de force vers leur lieu de travail. La conférencière affirme que c'est ainsi que le moudjahid Arbadji a trouvé la mort. Ce dernier a chuté du haut d'une terrasse en tentant de fuir les militaires qui le pourchassaient à travers les terrasses des maisons de La Casbah. Le prix à payer était cher car nombre de familles vivaient au jour le jour. Mais à l'issue des huit jours de grève les objectifs ont été atteints. La France ne pouvait plus affirmer que le FLN était un mouvement qui ne jouissait pas de l'adhésion du peuple, de même que le reste du monde venait d'apprendre que le peuple algérien voulait son indépendance. A noter que le forum a été rehaussé par la présence de grands combattants de la révolution algérienne pour ne citer que M. Aissani Amar.

N. M.

RAPPORT ANNUEL DU BIT SUR LES TENDANCES MONDIALES DE L'EMP

La région Afrique du Nord - Moyen-Orient, ce mauvais élève

Au moment où Tayeb Louh, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, passait, jeudi dernier, au crible le bilan de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) pour l'année 2006 (voir *Le Soir* d'hier), le Bureau international du travail (BIT), de son côté, rendait public, le même jour, son rapport annuel sur la situation et les tendances mondiales de l'emploi.

Des tendances et perspectives qui, doit-on dire, ne suscitent pas l'optimisme. Le constat est, pour le BIT, implacable : « En 2006, le nombre de personnes sans emploi dans le monde est resté à son plus haut niveau historique malgré une croissance économique mondiale soutenue ». En effet, selon Juan Somavia, le directeur général du BIT, ils sont pas moins de 195,2 millions de chômeurs à avoir été

recensés dans le monde. Ce qui correspond au même taux, soit 6,3 %, que celui de l'année d'avant.

Selon le rapport établi par l'institution internationale, seuls les pays développés et l'Union européenne peuvent s'enorgueillir d'avoir grignoté 0,6 % d'un taux de chômage qui atteignait 6,2 % entre 2005 et 2006 alors que le taux de chômage le plus faible reste celui relevé en Asie de l'Est à 3,6 %. Un round up total sur l'emploi dans le monde lors duquel on saura que c'est dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord que le taux de chômage reste le plus élevé au monde, à 12,2 % en 2006. Selon le rapport rendu public par le BIT, jeudi dernier, il est noté que le ratio emploi-population (la proportion des personnes ayant un emploi par rap-

port à la population en âge de travailler) le moins glorieux est également l'apanage de la région Afrique du Nord - Moyen-Orient avec un taux de 47,3 %.

De plus, dans le bilan étalé à la face du monde par Juan Somavia, il est fait état de 1,37 milliard de travailleurs "extrêmement pauvres", qui, à défaut de travail décent et productif, ne survivent qu'avec l'équivalent de 2 dollars US par jour et par personne. Pour réduire, ou même maintenir, les taux de chômage actuels, il faut renforcer le lien entre croissance et emploi, préconise le BIT pour qui « la création d'emplois décents et productifs, et non pas un quelconque emploi, est nécessaire pour réduire le nombre de chômeurs et de travailleurs pauvres ». Reste à savoir maintenant, dans quelle catégorie, si l'on prend en

compte les paramètres pris en compte par le BIT, doit-on inclure nos belles trouvailles que sont, entre autres, le CPE, le contrat préemploi, ou encore les fameux TUP-HIMO, les travaux d'utilité

publique à forte intensité de main-d'œuvre, que nos agences pour l'emploi et autres instituts comptabilisent volontiers comme n'importe quel emploi....

Azedine Maktour

Les constats établis par le BIT

Au cours de la dernière décennie, la croissance économique s'est traduite par plus de gains de productivité, que de croissance de l'emploi : la productivité mondiale a crû de 26 %, alors que le nombre d'emplois dans le monde n'a lui augmenté que de 16,6 %.

Le chômage frappe plus durement les jeunes : 86,3 millions de jeunes entre 18 et 24 ans sont au chômage, soit 44 % des chômeurs dans le monde. L'écart entre les hommes et les femmes face à l'emploi persiste : en 2006, seulement 48,9 % des femmes de plus de 15 ans avaient un emploi contre 49,6 % en 1996. Chez la population masculine, ces ratios s'élevaient à 75,7 % en 1996 et 74 % en 2006. En 2006, la part du secteur tertiaire (services) dans l'emploi mondial est passée de 39,5 à 40 %, dépassant pour la première fois le secteur agricole, dont la part dans l'emploi mondial a décliné de 39,7 à 38,7 %. L'industrie représentait quant à elle 21,3 % de l'emploi dans le monde.